

ARRETE DU MAIRE N° 2026-120

Portant réglementation de circulation et stationnement Chemin des Canaux.

~~~~~

Le Maire de CAISSARGUES,

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2,

**VU** les dispositions du Code de la Route et notamment son article R 225,

**VU** l'arrêté en date du 24 Novembre 1967, modifié, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**VU** l'arrêté N° VA-2026-69-PV, arrêté portant permission de voirie concernant la réparation réseau téléphonie en souterrain (dossier NIM600051).

**VU** la demande en date du 13 Avril 2026 présentée par l'entreprise Orange, 60 Rue Saint Jean, 31 130 BALMA.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin de permettre la réparation du réseau téléphonie en souterrain.

**ARRÊTE**

**ART. 1 :** L'entreprise Orange sont autorisées à occuper le domaine public Chemin des Canaux.

**ART. 2 :** Le présent arrêté est applicable du 27 Avril 2026 au 26 Mai 2026 inclus.

**ART. 3 :** Chemin des Canaux :

- La circulation de tous les véhicules s'effectuera par demi-chaussée, celle-ci ne pourra à aucun moment être interrompue et sera régulée au moyen de la signalisation temporaire réglementaire.
- Le stationnement est interdit au droit des travaux.

**ART. 4 :** La signalisation réglementaire du chantier sera fournie, mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise et à ses frais au moins 8 jours avant le début des travaux.

Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**ART. 5 :** La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'Administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

**ART. 6 :** L'entreprise ou la personne physique exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter

d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur.

**ART. 7 :** Les conducteurs de véhicules devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent arrêté.

**ART. 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification ou peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ART. 9 :** Le présent arrêté sera publié sur le site de la commune et ampliation adressée à :

- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Caissargues,
- Madame la Commandante de Communauté de Brigades de Gendarmerie de Bouillargues,
- Madame la Responsable des Services Techniques de la ville de Caissargues,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de la ville de Caissargues,

et seront chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'application du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise Orange.

Fait à Caissargues le 16 Avril 2026

Le Maire, Olivier FABREGOUL

